

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 23 DÉCEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7
OBJET DE LA DECISION N° 24/708 CONVENTION TRIPARTITE DE PARTICIPATION FINANCIERE A L'OPERATION "PROJET URBAIN DU CŒUR DE VILLE DE LA GARDE" ENTRE LA VILLE DE LA GARDE, LA METROPOLE TPM ET LA SAGEP - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/708

BUREAU DU 23 DÉCEMBRE 2024

**O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE DE PARTICIPATION
FINANCIERE A L'OPERATION "PROJET URBAIN DU
CŒUR DE VILLE DE LA GARDE" ENTRE LA VILLE DE
LA GARDE, LA METROPOLE TPM ET LA SAGEP -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage signée le 4 août 2023 entre la commune de la Garde et la Métropole Toulon Provence Méditerranée et son avenant n°1, conformément à l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique,

VU le traité de concession signé le 11 août 2023 entre la Commune et la Société Publique Locale SAGEP pour la réalisation du projet d'aménagement « Projet urbain du cœur de Ville de la Garde » pour une durée de 7 ans,

VU l'avis de la Commission Aménagement du territoire,

CONSIDERANT que la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage signée le 4 août 2023 précise la liste et le coût des ouvrages à réaliser délégués par la Métropole à la commune de la Garde dans le cadre de l'opération Cœur de Ville de la Garde,

CONSIDERANT que l'article 8.4 de cette convention précise que la Métropole versera la participation correspondant au coût des ouvrages de compétence métropolitains directement à l'aménageur désigné, soit la SAGEP,

CONSIDERANT que le même article précise qu'une convention spécifique dite de participation financière viendra détailler les modalités de paiement de cette somme au concessionnaire et notamment l'échéancier et le plan de trésorerie,

CONSIDERANT que la liste des ouvrages inclus dans cette opération a été actualisée et que les modalités de financement de ces ouvrages sont précisées dans l'avenant n°1 à cette convention,

CONSIDERANT que la Métropole participera au coût des ouvrages pour un montant de 17 820 244 € HT, et qu'elle percevra un fonds de concours de la commune de la Garde s'élevant à 1 323 946 € HT ramenant ainsi sa participation au coût des ouvrages à un montant total de 16 496 298 € HT,

CONSIDERANT que la Ville participera au coût des ouvrages pour un montant total de 7 648 697 € HT,

CONSIDERANT qu'un échéancier prévoit le versement de ces montants annuellement,

CONSIDERANT qu'au titre de l'année 2024, la Métropole devra verser 1 385 335 € H.T en un seul versement dès que la présente convention sera exécutoire,

CONSIDERANT que les montants seront révisés annuellement après les étapes de validation visées dans la convention de transfert de délégation de maîtrise d'ouvrage, révision traduite chaque année par un avenant à la présente convention,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention tripartite de participation financière entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la commune de la Garde et la Société Publique Locale SAGEP, pour l'opération d'aménagement « Projet urbain du cœur de ville de la Garde ».

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N°11503 (Budget principal).

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.

Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE A L'OPERATION « PROJET URBAIN DU CŒUR DE VILLE DE LA GARDE »

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau Métropolitain n°xxx du xxxxx
Ci-après désignée « *la Métropole* » ou « *TPM* »

D'une part,

La commune de la Garde (83), représentée par son Maire, Madame Hélène ARNAUD BILL, agissant en vertu d'une délibération n° du x
Ci-après désignée « *la commune* »,

ET

La Société SAGEP, Société Publique Locale dont le siège social est situé Hôtel de Ville à la Garde et 132 rue le Corbusier 83130 La Garde, inscrite au Registre du Commerce de Toulon sous le numéro 788 544 005, représentée par son Directeur Général en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société, en date du 27 juin 2023

Ci-après désigné l'aménageur

D'autre part,

Préalablement, il est exposé ce qui suit :

Une convention de transfert de délégation de maîtrise d'ouvrage a été signée, le 4 août 2023, modifiée par voie d'avenant n°1 le xxxxx la Métropole et la Commune de La Garde conformément à l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique, en vue de confier à la Commune la maîtrise d'ouvrage unique de la réalisation du projet urbain de requalification de son centre-ville.

Par traité de concession du 11 août 2023, la Commune de La Garde a confié à la Société Publique Locale SAGEP la concession d'aménagement de ce projet dénommé « Projet urbain du cœur de Ville de la Garde », modifié par avenant n°1 du.....

La concession d'aménagement fixe les modalités prévisionnelles de financement de cette opération d'aménagement à 25 468 641€ HT. En application de l'article L300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation de la Commune est fixé à 7 648 397 € H.T, et la participation de la Métropole qui est fixée à 17 820 244 € H.T.

Dans son article 8.4, la convention de transfert de délégation de maîtrise d'ouvrage précise que la Métropole versera sa participation directement à l'aménageur désigné, une convention spécifique dite de participation financière venant préciser les modalités de paiement de cette somme au concessionnaire et notamment l'échéancier et le plan de trésorerie. C'est l'objet de la présente convention.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement et d'actualisation de la participation aux coûts des équipements publics consentie par la Métropole au bénéfice de la SAGEP en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement « Projet urbain du cœur de Ville de la Garde ».

ARTICLE 2 – Durée

La présente convention prendra effet à compter de sa notification jusqu'à la date d'expiration de la concession d'aménagement telle que définie à l'article 4 du traité de concession.

ARTICLE 3 – Modalités de financement des ouvrages

3.1 Coût total des ouvrages

L'article 8 modifié de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage précise le coût total estimatif des ouvrages à date.

La répartition de la participation au titre du financement des équipements publics de l'opération s'établit comme suit :

Ouvrages	MO Initiale	MO en application conv de transfert	Coûts en € H.T
TPM			TPM
Construction d'un parking public en silo (gratuit) - secteur Accusano	TPM	Ville	6 377 019
Espaces paysagers "Parc accusano" intégrant un parking en surface de 30 places	TPM	Ville	2 763 718
Aménagement/requalification des rues:	TPM	Ville	3 897 955
<i>Allée des droits de l'enfant</i>			
<i>Parcours liaison piétonne vers Romain Rolland</i>			
<i>Rues Tardiver et Croizat</i>			
<i>Avenue de Stalingrad</i>			
<i>Rue Léo Lagrange</i>			
<i>Avenue Franklin Roosevelt (en partie)</i>			
<i>Avenue Jean-Jaurès (trottoirs uniquement)</i>			
Requalification de la place de la République et abords : Espaces publics et stationnements	TPM	Ville	4 781 552
Coût prévisionnel des ouvrages métropolitains			17 820 244
VILLE			VILLE
Construction d'un Pôle de services intégré au parking silo - secteur Accusano (locaux dédiés à des activités économiques)	Ville	Ville	1 279 479
Aménagement Parc urbain Accusano (partie clôturé)	Ville	Ville	2 551 124
Démolition-reconstruction du bâtiment dédié au Programme de Réussite Educative (Pré)	Ville	Ville	1 245 527
Coût prévisionnel des ouvrages communaux			5 076 130
COUT PREVISIONNEL TOTAL DES OUVRAGES			22 896 374

ARTICLE 4 – Modalités de versement et échancier

4.1 Modalités de versement de la participation de la Métropole TPM à la SAGEP

Conformément aux dispositions de l'article L300-5 du code de l'urbanisme et de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et son avenant n°1, la Métropole verse directement sa participation à l'aménageur désigné, à savoir la SAGEP.

En vertu du traité de concession (article 16), et de la présente convention financière, le versement de cette participation fera l'objet de versements par tranches annuelles définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur le dernier CRAC, sous la forme d'un ou de plusieurs acomptes annuels de participation.

Echancier sur la base du CRAC 2023 adopté le

	2023 (réalisé)	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Participation TPM 17 820 244 € H.T	0	1 385 335 € HT	8 886 825 € HT	3 182 591 €HT	2 065 384 €HT	2 084 797 €HT	215 312 €HT	0

Ces montants seront actualisés annuellement au regard du CRACL après les étapes de validation visées dans la convention de transfert de délégation de maîtrise d'ouvrage. Cette actualisation des montants sera traduite chaque année par un avenant à la présente convention.

Si le CRAC fait apparaître un montant de participation du bilan supérieur ou inférieur aux recettes créditées en fin d'exercice, le montant de la participation de la Métropole sera réajusté et fera l'objet d'un avenant au traité de concession (article 16 traité de concession).

Il est précisé que les montants annuels ci-dessus feront l'objet du versement d'acomptes auxquels sera ajouté la TVA en sus. Ces appels d'acomptes seront adressés par courrier de la SAGEP à la Métropole avec précision de l'affectation du ou des équipement public(s) concerné(s).

Pour les missions réalisées pour son compte, la Métropole procédera au mandatement des dépenses dans les délais légaux après service fait et dans le respect des règles des collectivités territoriales relatives à la dépense publique.

Les dépenses liées à l'exercice des missions objet de la présente, font l'objet d'une comptabilisation dans le budget principal de la Métropole.

4.2 Echancier des versements de la participation

4.2.1- Versement de l'acompte de participation pour l'année N (2024)

Selon le CRAC adopté le la Métropole doit verser 1 385 335 € H.T soit 1 662 402€ TTC au titre de sa participation pour l'année 2024.

Ce versement s'effectuera une seule fois dès la présente convention rendue exécutoire.

4.2.2 - Versement des acomptes pour les années suivantes

Pour les exercices suivants, des appels de participation seront émis trimestriellement dans la limite des montants annuels indiqués ci-dessus ou actualisés selon les modalités indiquées ci-dessus.

ARTICLE 5 – Autres concours financiers et modalités de révision

Le montant de la participation de la Métropole sera réduit à concurrence des subventions obtenues pour la réalisation des ouvrages lui revenant.

La réduction de la participation sera appliquée intégralement au bénéfice de la collectivité dont les ouvrages sont financés par la subvention.

En cas de subvention globale portant sans distinction sur des ouvrages de la compétence des deux collectivités, la réduction sera effectuée au prorata des montants respectifs des travaux concernés.

ARTICLE 6 – Résiliation

En cas de désaccord entre les parties, la présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties. Cette résiliation sera précédée d'une mise en demeure effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au moins 3 (trois) avant la date de prise d'effet de cette résiliation.

ARTICLE 7 - Litiges

A défaut d'accord amiable, tous les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 8 – ANNEXES

Les annexes suivantes font partie de la convention : CRAC année N-1 + Délibération de la Ville

Fait à Toulon, le

Pour la Ville

La Maire,

Pour la Métropole,

Le Président,
Jean Pierre GIRAN

Pour la SAGEP,



COMMUNE DE LA GARDE

CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE

COMPTE-RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE

ANNEE 2023

SOMMAIRE

I – NOTE DE CONJONCTURE

1- Situation de l'opération en 2023

- 1.1/ Acquisitions et cessions
- 1.2/ Etudes
- 1.3/ Situation financière au 31/12/2023

2- Prévisions 2024

- 2.1/ Acquisitions et cessions
- 2.2/ Etudes
- 2.3 Travaux
- 2.4/ Prévisions financières

II – DOCUMENTS FINANCIERS

Bilan prévisionnel & Plan de Trésorerie

I- NOTE DE CONJONCTURE

Suite à un transfert de délégation de maîtrise d'ouvrage de la Métropole TPM, la Commune de La Garde a confié à la SAGEP par délibération du 26 juin 2023 une Concession d'aménagement et lui a notifié le 11 Août 2023 pour une durée de 7 ans,

L'objectif de cette concession d'aménagement est de mettre en œuvre le projet d'aménagement et de redynamisation du Cœur de ville.

Ainsi, la SAGEP est chargée de réaliser :

- Des opérations de requalification des espaces publics majeurs du cœur de ville (voies et cheminements doux, plantations etc..) avec un grand parc urbain de près de 1.5 hectares sur l'ancien stade Accusano, la requalification de la Place de la République et de ses abords : espaces publics et stationnements (parking sous-terrain sous réserves),
- La construction d'équipements publics dont un parking Silo sur l'ancien parking de La Poste, de nouveau locaux pour le Programme de Réussite Éducative,
- La mise en œuvre d'une dynamique de redynamisation commerciale.

La planification de réalisation des travaux du projet d'aménagement a été précisée à l'occasion d'un premier Comité de pilotage et comprend :

- Une phase 1 dont l'objectif est une livraison avant fin 2025 des espaces publics et des constructions du « secteur Accusano »,

- Une phase « 1bis » début 2026 avec les travaux relatifs à la finalisation de l'aménagement du Parc urbain en frange Sud après livraison du parking silo et démolition du parking provisoire,
- Une phase 2 relative aux aménagements sur le « secteur République » (place et abords) à l'horizon 2027-2029.

Le bilan de la concession s'élève à 28 millions d'euros environ sur une période de 7 ans (2023 - 2030).

1- Situation de l'opération en 2023

1.1/ Acquisitions et cessions

La SAGEP n'a pas réalisé d'acquisitions ni de cessions en 2023.

Tableau des acquisitions

Nom du vendeur	Nature du bien	Cadastre	Surfaces (m²)	Date acte	Montant en euros HT (hors frais)

Tableau des cessions :

Acquéreur	Nature du bien	Cadastre	compromis date	acte date	Nombre m²	Prix au m²	Montant Vente	Paie ment
TOTAL					0		0	0

1.2/ Etudes

Etudes techniques - conception :

Une consultation « accord cadre de maîtrise d'œuvre urbaine » a été lancée pour désigner l'équipe technique du Projet urbain (Missions d'architecte, paysagiste, BET techniques, OPC, Concertation...)

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 19 septembre 2023 et a retenu l'offre du groupement Rougerie – Tangram pour une durée de 7 ans et pour un montant maximum des missions confiées de l'Accord Cadre à hauteur de 2 313 000€ H.T

Les études de conception ont démarré dans l'objectif de déposer un Permis d'Aménager sur le périmètre des espaces publics de la phase 1/1bis ainsi qu'un permis de construire pour le Pôle de services/parking Silo pour permettre une livraison en 2025.

Ces missions de maîtrise d'œuvre ont fait l'objet de plusieurs marchés subséquents à savoir :

- MS1 : Missions études préliminaires et AVP pour le Parc urbain et les voies – concertation- étude cas par cas
- MS2 : Missions études Esquisse jusqu'à AOR pour la construction du silo
- MS3 : Missions études Esquisse à AOR pour la démolition-reconstruction du Pré « Programme de réussite Educative »

A l'issue des études préliminaires, à la demande de la Commune, des ateliers de concertation ont été organisés en décembre 2023 au sujet du parking silo ainsi que du Parc urbain. A cette occasion, le public a pu se prononcer sur la base de présentation de visuels sur plusieurs scénarios de positionnement de l'ouvrage « Parking en silo » ainsi que sur les usages dans le Parc.

Ces ateliers avec les habitants qui sont venus nombreux sur deux journées en mairie, ont fait l'objet d'un rapport de synthèse qui a permis de valider en Comité de Pilotage les éléments suivants :

- Le positionnement du pôle de services/parking Silo de 213 places de stationnement environ
- Un certain nombre d'usages pour le parc par ordre de préférence des « votes » du public

1.3/ Situation financière au 31/12/2023 :

Au 31/12/2023, le total des dépenses constatées s'élève à 32 034€ H.T.

Les dépenses réglées sur l'année 2023 correspondent à des frais liés au lancement d'appels d'offres et frais de gestion de la SAGEP.

Au 31/12/23, la trésorerie est de -32 074€ €H. T financés sur fonds propres de la SAGEP comme le permet le traité de concession.

A noter, qu'un acompte de participation a été sollicité par la SAGEP fin 2023 conformément au bilan annexé au traité de concession approuvé en juin 2023 pour un montant de 162 729 € HT. Celui-ci a été versé ultérieurement en 2024 par la Ville de La Garde.

Ces acomptes de participation, qui sont un apport de trésorerie à l'opération, seront indiquées en recettes du bilan lors de la remise des équipements publics à la commune.

2- Prévisions 2024 :

2.1/ Acquisitions et cessions

Aucune acquisition foncière n'est prévue pour 2024.

2.2/ Etudes :

- Etudes générales :

- Un diagnostic phytosanitaire sera réalisé sur l'ensemble des arbres du périmètre de projet.
- L'ensemble des diagnostics amiante/plomb sur les bâtis (Pré et tribunes) ainsi que sur les enrobés seront lancés
- Les études géotechniques seront réalisées (G1 à G2PRO)
- Une campagne de géo détection des réseaux sera réalisée
- La démarche environnementale Quartier Durable Méditerranéen « QDM » sera lancée.
- Concertation : des ateliers seront organisés avec le jeune public sur l'aménagement de jeux au niveau de l'allée du droit des enfants + projet Parc.

- Etudes de maîtrise d'œuvre :

Pour mémoire, les études seront conduites en fonction des phases de travaux suivantes :

- **Phase 1** : « secteur « Accusano » avec la construction du parking silo/locaux, la démolition-reconstruction du Pré, l'aménagement du Parc urbain ainsi que la requalification des rues : à livrer pour 2025,
- **Phase 1bis** : « secteur « Accusano » avec les travaux de finalisation du parc : début 2026.
- **Phase 2** : « secteur République » avec la requalification de la Place et de ses abords : espaces publics et stationnements

Les études d'aménagement des espaces publics se poursuivront et donneront lieu au dépôt d'un Permis d'Aménager sur le périmètre « Phase 1 » valant permis de démolir des tribunes du stade Accusano.

Les études liées à la construction du Pôle de services/Parking silo ainsi que celles du bâtiment abritant le Programme de Réussite Educative 'Pré » feront l'objet de dépôts d'un permis de construire.

Ces études permettront notamment d'affiner le coût prévisionnel des ouvrages.

D'autres marchés subséquents devront être lancés :

- Un marché subséquent de maîtrise d'œuvre pour les travaux préparatoires (Démolition tribunes et parking provisoire)
- Un marché subséquent pour les études PRO à AOR du Parc urbain et des voies

Les appels d'offres des travaux suivants seront lancés :

- Désamiantage des tribunes, divers bâtis et enceinte du stade Accusano (procédure adaptée)

- Démolition des tribunes du stade Accusano + Aménagement d'un parking provisoire d'environ 150 places sur une emprise du stade (procédure adaptée)
- Construction du Pôle de services/Parking silo (procédure d'appel d'offres ouvert)
- Désamiantage/Démolition du bâtiment du Programme de Réussite Educative (procédure adaptée)
- Construction du bâtiment dédié au Programme de Réussite Educative « Pré » (procédure adaptée)
- Aménagement du Parc urbain + requalification des voies suivantes (procédure d'appel d'offres ouvert) :
 - Trottoirs Avenue Jean-Jaurès
 - Traverse Romain Rolland
 - Allée des droits de l'enfant
 - Avenue de Stalingrad
 - Partie de l'avenue Roosevelt
 - Rue Croizat et Tardivier

Les CSPS et Bureau de Contrôle seront désignés pour chacun des programmes.

2.3/ Travaux

Il est prévu la réalisation des travaux suivants :

- Désamiantage des tribunes à l'été 2024

- Démolition des tribunes du stade Accusano (à partir de septembre 2024)
- Aménagement d'un parking provisoire d'environ 150 places sur une emprise du stade (novembre 2024)
- Préparation du chantier de construction du Pôle services/parking silo (déc. 2024)

2.4/ Prévisions financières :

Pour 2024, les dépenses prévisionnelles à constater s'élèvent à 2 183 243€ H.T.

Elles correspondent essentiellement aux études générales, études de maîtrise d'œuvre ainsi qu'aux travaux préparatoires de l'opération (désamiantage-démolition stade- parking provisoire).

Modifications de financement des ouvrages prévus :

Une nouvelle répartition financière des ouvrages entre la Métropole et la Commune est prévue concernant le Parc urbain Accusano.

Initialement entièrement financé par la Commune, il est convenu que la Métropole finance la partie des espaces paysagers « ouverts » du Parc Accusano et la Ville finance uniquement la partie clôturée du Parc urbain.

Ainsi, cette nouvelle répartition avec l'actualisation des coûts des ouvrages résultant des études, ainsi que l'intégration des « coûts aux charges du projet » (estimés au bilan de concession à 917 631€ HT), conduisent à une revalorisation de la participation de la Métropole au coût des équipements publics au présent CRAC estimée à +2 241 307€ HT.

Cette revalorisation de la participation financière de la Métropole trouve son équilibre avec la suppression de sa participation au titre des « coûts des charges du projet » initialement estimés au bilan de concession à 917 631€ HT. Ces « coûts aux charges du projet », listés dans la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage correspondaient à des missions de concertation, démarches environnementale et OPCU, qui de manière cohérente sont intégrées au coût des ouvrages.

Au global, compte tenu de ce qui précède, la participation financière de la Métropole au titre de la concession d'aménagement évolue de + 1 323 946€ HT.

Cela étant, à terme, sa participation financière au projet urbain restera identique compte tenu de ce qui suit.

En effet, compte tenu de cette nouvelle répartition financière sur le Parc urbain, la participation de la commune au titre des équipements publics diminue à l'inverse de 1 323 946€ HT.

La Commune souhaite donc reporter cette participation sur la phase 2 de l'opération concernant l'aménagement de la place de la République et de ses abords : espaces publics et stationnements.

Ces aménagements relevant de la compétence de la Métropole, il est convenu que la Commune apporte par le biais d'un fond de concours à la Métropole cette participation estimée à ce jour à 1 323 946€.

Ainsi, au niveau de l'engagement financier global des collectivités : la participation financière de la Métropole et de la Commune demeure identique à savoir :

- 16 496 298€ HT pour la Métropole soit :

- 17 820 244€ HT au titre de sa participation au coût des équipements publics de la concession moins 1 323 946€ HT (fond de concours de la Ville pour la phase 2 du projet)

- 8 972 243€ HT pour la Commune décomposée en :

- 5 076 130€ H.T au titre de sa participation au coût des équipements publics de la concession
- 2 482 267€ HT au titre de sa participation à l'équilibre de l'opération
- 90 000€ HT au titre d'un apport en nature de terrain

- 1 323 946€ HT via convention, de fond de concours avec la Métropole TPM (hors bilan de concession)

Au niveau du Bilan de concession :

La participation au coût des équipements publics de la Commune diminue de 1 323 946€ soit au total 5 076 130€ HT et sa participation à l'équilibre de l'opération est maintenue à 2 482 267€.
Pour un total de : 7 648 397€ HT

La Participation de la Métropole au coût des équipements publics est de : 17 820 244€ HT

Soit un total de participation publique totale inchangée au bilan de : 25 468 641€ HT.

Par ailleurs, afin de maintenir l'équilibre des participations publiques sur le projet, le coût des cessions de locaux de services est légèrement revalorisée.

Ces modifications de répartition font l'objet d'avenants et de conventions en parallèle du présent CRAC :

- Un avenant à la convention de délégation de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et La Commune afin d'actualiser le coût de ouvrages et la répartition des participations financières à l'opération
- Un avenant au traité de concession pour prendre en compte ces modifications et précisions,
- Une convention financière tripartite (TPM-SAGEP-VILLE) est également prévue en parallèle du présent CRAC afin de préciser les modalités de versement des acomptes de participation de la Métropole à la SAGEP.

- Une convention tripartite pour prévoir le versement des subventions liées à l'Agence de l'eau à la SAGEP au bilan de l'opération. Cette subvention pourrait minorer les participations de la Ville et de la Métropole au prochain CRAC.

Il est précisé que les acomptes de participation aux équipements publics versés à l'aménageur par la commune et par la Métropole sous forme d'acomptes de trésorerie, sont voués à être transformés en participation définitive à la remise de chacun des ouvrages et inscrits à cette occasion en recettes du bilan de concession.
